

Les recherches économiques sur le développement¹

Hakim Hammoudi

Université de Paris II (France)

Les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) ont longtemps été considérés comme un facteur important sinon essentiel du développement économique des pays du Sud (notamment dans les années 60/90). L'attractivité des pays du Sud pour les investisseurs étrangers est alors naturellement perçue comme la panacée par un courant largement dominant de la pensée économique. Ce courant a constitué jusqu'à ces quinze dernières années une des lignes de référence de l'action des organisations financières internationales (Banque Mondiale, FMI) qui ont vu dans les processus d'incitation à l'investissement le fondement de toute politique nationale sérieuse de développement. Nombreuses sont les études économiques effectuées dans le prolongement de cette pensée. Elles se sont attachées le plus souvent à l'identification des facteurs explicatifs des hétérogénéités des pays en matière de « climat d'investissement ».

Toutefois, cette école de pensée co-existe désormais avec une autre conception qui tire sa légitimité des enseignements et bilans de trente années de politique de développement de différents pays du Sud. L'expérience montre en effet que la variable « volume d'IDE » ne peut être à elle seule et de loin, explicative du développement économique. Pour preuve, l'impact quasi négligeable des IDEs sur le décollage économique de certains pays africains en comparaison avec les bénéfices qu'en ont retirés des pays d'Asie du Sud-Est.

La différence d'impact des IDE selon les pays tient pour une large part à l'existence ou non de politiques stratégiques d'accompagnement des IDEs par les pouvoirs publics des pays hôtes. A volume donné d'IDE, la « productivité » de ces investissements en terme d'impact-développement est différente selon les caractéristiques des pays en terme de niveau d'organisation du tissu industriel, de qualité des infrastructures, du niveau de capital humain, d'innovations institutionnelles, de capacité d'absorption des savoirs faire par les entreprises etc. Les autorités de certains pays ont excellé dans l'utilisation de différents leviers d'accompagnement des IDE et ont fait montre d'une réelle innovation institutionnelle pour en extraire le maximum de bénéfices pour le développement national.

L'idée de maximiser les retombées des IDE sur l'évolution des performances industrielles économiques de ces pays est aussi mise de plus en plus en avant y compris par les bailleurs de fonds comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Cette orientation a été soulignée et reconnue par la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) qui voit dans l'IDE un « accélérateur et un véhicule du développement » qu'il revient aux gouvernements des pays hôtes d'orienter en fonction des objectifs nationaux de développement.

¹ Cette note a été initialement rédigée pour l'Agence Française de Développement à l'occasion de la table ronde « *L'Avenir du développement et des recherches sur le développement* » (IDS 40 – Paris).

Les études, colloques et autres rencontres organisés sur le thème des externalités des IDEs (voir par exemple les études lancées par l'OCDE) confirment cette tendance. Ces études restent cependant cantonnées la plupart du temps à une optique plutôt macro-économique ou, quand la préoccupation est micro-économique, à des investigations d'essence empirique. L'économiste conscient de ces enjeux ressent une certaine frustration de ne pouvoir disposer d'une (ou de plusieurs) théorie(s) normative(s), mettant en évidence le type d'interdépendances stratégiques liant les acteurs locaux privés et publics, contribuant par leur choix et décisions, à déterminer un niveau donné de développement économique. Les avancées enregistrées par la théorie de l'organisation industrielle au sens large (qui inclut une sphère de l'Economie de l'Innovation et de la connaissance) ces dernières décennies ont très peu profité à l'Economie du Développement. A titre d'exemple, la boîte à outil qu'est la Théorie des jeux, incontournable pour comprendre la genèse des comportements d'acteurs, est quasiment absente dans le traitement des questions du développement.

Pourtant, la question de l'identification des mécanismes susceptibles de maximiser les externalités des IDE est souvent étroitement liée à celle de la mise en évidence de la stratégie des acteurs dans un contexte d'interdépendance stratégique. Un défi majeur pour la recherche est de proposer pour comprendre ces différents interdépendances non pas une théorie globale mais des théories au cas par cas, selon les spécificités sectorielles. Les recherches engagées doivent non seulement répertorier les actions existantes et en évaluer l'efficacité relative, mais également identifier l'influence sur le développement économique d'autres paramètres non encore testés tout en explicitant les leviers privés ou publics qui les stimulent en vue d'un meilleur rendement des IDEs pour dans le pays hôte.

Orientations futures de la recherche

Les recherches que nous préconisons sont donc d'essence micro-économiques, avec une attention particulière portée à l'organisation des entreprises et des marchés, à l'identification des interdépendances stratégiques des acteurs et leurs poids dans la concrétisation des stratégies nationales de développement. Il est important de se faire une idée non seulement sur l'organisation à promouvoir pour capter le maximum de bénéfice des IDEs mais également de l'effet de ces IDEs sur la réorganisation des marchés et des entreprises et les leviers qui permettent d'orienter cette réorganisation dans un sens compatible avec les objectifs de développement du pays.

La recherche devrait faire preuve de pragmatisme en essayant d'apporter des solutions à partir des spécificités sectorielles. S'il existe des études sectorielles empiriques assez nombreuses, peu de travaux normatifs (appuyés sur les réalités de secteurs donnés) ont été menés. Les approches normatives sont nécessaires et incontournables pour les mécanismes qui président à une meilleure organisation des marchés et l'influence de politiques industrielles données sur les décisions de différents acteurs (acteurs privés locaux, relations verticales dans les filières, Investisseurs étrangers...).

A titre d'exemple, selon la réalité de chaque secteur il est nécessaire de pouvoir disposer d'une vision normative :

- des effets des modes d'entrée des IDE (Joint-venture, Investissement Direct, franchise, etc...) sur le développement du secteur domestique étudié.
- De l'articulation entre le secteur productif et le secteur de commercialisation. Le développement du secteur productif ne suffit plus à concrétiser les objectifs de développement d'un secteur et le bien-être de la population locale. L'interaction dans la chaîne de production, intermédiation et commercialisation explique souvent la réussite ou l'échec de politiques de développement sectoriels.
- De la légitimité économique de certaines actions de régulation et de réglementation que peuvent initier les pays hôtes pour accompagner l'entrée des investisseurs étrangers
- De la répartition efficace de l'aide au développement : aide à l'organisation des marchés, des acteurs (coordinations sur les marché amont, intermédiaires et finaux d'une filière par exemple) ? ou/et aide à l'infrastructure, à l'investissement ?

Les objectifs de ce type de recherche sont entre autres :

- d'aider à promouvoir les stratégies industrielles et des modes d'organisation susceptibles d'améliorer la compétitivité des marchés et des filières des PED;
- d'éclairer les politiques publiques concernant la réglementation et le régulation de ces marchés dans le cadre de politiques industrielles compatibles avec les engagements multilatéraux internationaux des PED (frontière entre politique industrielle et Intervention déloyale des Etats)

Les thématiques

La liste des thèmes possibles est nécessairement longue. Je citerai ici deux thèmes dont l'approche par la Théorie des Jeux et l'Organisation Industrielle est de nature à renouveler les termes des débats dans le domaine de l'Economie du Développement.

- Thème 1 : IDE et capital humain des pays hôtes.

Il s'agit d'évaluer par exemple l'Effet d'entraînement des entreprises étrangères sur les entreprises domestiques en terme de savoir faire technologique et de compétence. Les entreprises multinationales peuvent en effet contribuer directement ou indirectement à l'amélioration de la compétence des entreprises locales via la diffusion de leur savoir faire dans le tissu industriel local. Dans ce contexte, quel est le rôle de la mobilité du travail ? Quelle organisation du marché du travail est susceptible de stimuler une mobilité favorable aux firmes locales ? Quel mode de rémunération, quelle gestion des compétences est de nature à augmenter les incitations des salariés à se former et à être des acteurs actifs du développement ?

Les études normatives devraient identifier les paramètres clés de l'industrie locale dont le niveau est susceptible d'influer sur l'efficacité et le degré de cette diffusion. On peut également s'interroger sur la stratégie des multinationales dans les pays hôtes. Les multinationales sont elles incitées à reproduire un « dumping social » en optant pour des normes moins strictes en matière de législation du travail et d'environnement ? Quel est le « bon » niveau d'intervention de l'Etat (et via quel instrument ?) qui oriente les multinationales vers des choix qui hissent l'environnement du travail vers le haut et non vers le bas du fait de la concurrence que se livrent les pays pour attirer les IDE? Les IDEs sont t-il un élément d'accroissement des inégalités de revenu en enclenchant un processus croissant de demande de travail qualifié ?

- Thème 2. Normes de qualité, échanges internationaux et développement

La remontée en qualité des produits du Sud devient une condition essentielle pour leur développement. Une telle politique d'offre si elle venait à être concrétisée a un effet direct non seulement sur le bien-être collectif local mais aussi sur la participation effective de ces pays aux échanges internationaux de produits. En effet, l'amélioration de la qualité des produits du Sud représente une contrainte d'accès aux marchés extérieurs, les normes internationales constituant de plus en plus une véritable barrière à l'exportation des produits de ses pays se substituant progressivement aux tarifs douaniers et autres barrières tarifaires.

Des questions essentielles se posent aux PED : quelle politique des pouvoirs publics (en niveau de standards, en réglementation, en soutien et subvention, en politiques de regroupement d'acteurs pour atteindre des tailles critiques et favoriser le partage des savoirs faire...) qui puisse susciter une réponse satisfaisante des acteurs locaux et une contribution (directe ou indirecte) des investisseurs étrangers en matière d'organisation des marchés compatible avec les objectifs de qualité ? Quel est le niveau de ses interventions qui à la fois incitent les investisseurs à réagir dans un sens collectivement satisfaisant et ne pénalisent pas les acteurs locaux? l'implication des investisseurs étrangers est-elle plus efficace quand la modalité d'entrée est directe ou quand elle s'effectue à travers la mise en œuvre de partenariats ou d'autres modes d'entrée dans le pays hôte (licence, franchise, ...) ?